

## **Intervention du Président de la Fédération Nationale de Chasse à l'occasion du colloque « Ensemble pour la Nature » organisé par le député Jérôme Bignon le 27 avril dernier à l'Assemblée Nationale.**

« L'Ecologie, ça suffit ». Puisque l'on m'a demandé de faire court et « politiquement incorrect », je reprendrai à mon compte la sentence présidentielle. Mais pas pour l'appliquer à l'Agriculture –où, tout au contraire, j'aimerais plus d'écologie pour nos perdrix et la Nature ! Mais pour l'appliquer à l'écologie idéologique, politique, sectaire et « bobo » -pour tout dire parisienne- qui sert de référence à nos gouvernants. Cela malgré le peu de succès électoral qu'ils en tirent !

Avec la création d'un grand ministère de l'Ecologie (alliant l'atome, le goudron, le gazon et le béton) nous espérons sortir d'une vision de la nature militante et intolérante que, nous chasseurs, avons déjà bien connue sous la gauche plurielle avec les ministres Cochet et Voynet.

Vraiment, nous espérons sortir d'une écologie où le monopole des interlocuteurs associatifs médiatico-bobos, de connivence ministérielle forte, serait remplacé par une vision équilibrée, une représentation sociétale intégrant largement utilisateurs, gestionnaires et propriétaires de la nature.

Il n'en fut rien –hormis la concession symbolique d'un ministère ectoplasmique de la ruralité où même la chasse (qui l'avait inspiré !) n'a pas osé migrer.

Et cela continue : si j'en crois le projet de loi « Grenelle II » qui arrive à l'Assemblée, on nous promet de légiférer par ordonnance pour l'environnement et en faveur (je cite) « des acteurs reconnus, représentatifs et dotés des moyens nécessaires ».

Traduisez : une écologie plus administrée et plus de places et de moyens pour des associations de protection qui ont déjà pignon sur rue tout en faisant des assemblées dans des cabines téléphoniques !

En clair, encore plus d'entrisme de ces groupuscules dans les Conseils Economiques et Sociaux et encore mieux que les 28 millions d'euros de subventions annuelles que leur alloue notre généreux ministère de tutelle.

Ce dernier restant toujours inhibé pour satisfaire la moindre demande des chasseurs quand un cacique de l'écologie le menace de rétorsions médiatiques.

Pour faire vite et schématiquement, la nouvelle gouvernance –au-delà des mots- se construit pour la chasse sur une triple erreur stratégique :

1. Une étatisation rampante de la chasse et des espaces où elle s'exerce.

Le plan « sanglier », le PMA, l'évolution de l'ONCFS, la politique d'acquisition des espaces naturels pourraient illustrer cette évolution... si je disposais de plus de temps.

2. Deuxième erreur : une cogestion forcée de la chasse par ou avec ses opposants

Les « Tables rondes » avec nos adversaires, sur des thèmes rarement choisis et toujours à charge, illustrent ce point. L'arbitrage ministériel se dédouane ainsi des choix douloureux et toute notre activité est passée au crible des intégristes, en des marchandages douteux avec ceux qui avouent sans embage que leur seule finalité est de nous faire disparaître. Etrange « gouvernance ».

3. Enfin, troisième erreur : une incapacité de l'Etat et de notre tutelle de penser une écologie pragmatique et une cogestion de la nature avec ses acteurs et non ses sectateurs. Les évolutions, déjà actées par décret pour le Comité National du

développement durable, ou annoncées pour la composition des futurs « Conseils Economiques, Sociaux et Environnementaux » ne laissent rien présager de bon.

Les critères de représentativité ou d'implantation territoriale des associations environnementales (suggérés dans le rapport du député Bertrand PANCHER) ne sont guère d'actualité par ces temps de « peoplisation » galopante où la représentation se confond avec l'audimat.

La Chasse (23 000 emplois, 1,3 million de pratiquants, 80 000 associations en France) sait qu'elle disposera seulement de strapontins dans toutes ces instances. Comme la Pêche, pourtant plus « politiquement correcte ». Chasse et Pêche qui ne siègent même pas, l'une et l'autre, au Conseil National de la vie associative, avec plus de 3 millions d'adhérents, pourtant !

La Chasse se pose donc la question d'une meilleure représentativité en des termes susceptibles d'être compris des hommes politiques : retour à l'engagement politique où à un syndicalisme rural, sur le mode anglo-saxon de la « Countryside Alliance » ? Les trames vertes et bleues, le réseau Natura 2000, avec l'aide des tribunaux, peuvent lui permettre demain de rejouer dans cette Cour corporatiste. Mais est-ce bien ce qu'il y a de plus pertinent pour faire valoir une écologie de raison, de gestion et d'utilisation des ressources, bref une écologie hédoniste, face à une écologie du virtuel, de l'interdit, de l'intolérance et de l'assistanat étatique -que droite et gauche nous concoctent ou cautionnent depuis plus de dix ans ?

Même si j'en doute, pour que cela change il faudrait :

- Du courage politique pour sortir de « l'écologiquement correct », du syndicalisme écologique, et s'attaquer aux vrais problèmes de la biodiversité qu'on continue à vouloir gérer en bacs à sable muséographiques plutôt que globalement.

- Changer de concepts sur la Nature (dont la gestion en biens communs reste à inventer) et faire confiance aux acteurs sur le terrain et leur assurer dans les instances une véritable représentation sociétale (au lieu de la déléguer à des minorités dont on achète un peu la paix mais jamais les voix !)

- Comme le dit notre lobbyiste, la vraie réforme du C.E.S aurait sans doute consisté à le supprimer ! Après tout, nos parlementaires sont la représentation de la société. A défaut, il ne faudrait pas y instaurer le même déséquilibre qu'ailleurs entre « défenseurs » de la nature et propriétaires/usagers autrement plus nombreux et actifs sur le terrain. On va, je le crains, reproduire des modèles déjà éprouvés au C.N.P.N. où l'Administration s'auto consulte et où experts et associations militantes se confondent et assurent une fois encore le quasi-monopole de la représentation. Le tout pour des débats byzantins sur telle ou telle espèce ou ghetto de nature et non sur les politiques globales de protection/gestion des espèces et plus encore des milieux.

A continuer ainsi, nous ne favoriserons pas le « vivre ensemble » pour la Nature, mais nous exacerberons le vivre entre soi, en ne traitant jamais de vrais enjeux et des vraies attentes pour fabriquer de fausses ou de virtuelles politiques de l'environnement.

Je vous remercie.  
Charles-Henri de Ponchalon